

# Fruits et légumes, la crise dure

Après la manifestation de la semaine dernière, les agriculteurs se réunissent demain pour trouver des solutions à la crise qui frappe la production des fruits et légumes français.



Depuis le début de la saison, nombre de producteurs cèdent leur récolte en-dessous de leurs coûts de revient Photo AFP

Bousculés par la concurrence européenne, confrontés à une consommation atone, les producteurs français de fruits et légumes, qui ont manifesté une nouvelle fois la semaine dernière contre la baisse des prix, s'enfoncent cette année encore dans la crise.

Depuis le début de l'été, plusieurs produits sont en difficulté, au premier rang desquels les pêches-nectarines, les fruits les plus consommés de l'été.

Les arboriculteurs, déjà malmenés il y a deux ans, craignent que «*la crise 2011 soit pire encore que celle de 2009*». Leurs revenus avaient alors reculé de près de 45%.

«*Les producteurs sont au bord de l'asphyxie*», affirment dans un communiqué commun la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et ses branches spécialisées dans les fruits et légumes.

Les professionnels doivent se retrouver demain afin que des «*décisions d'urgence*» soient prises pour permettre aux exploitants de «*retrouver de l'oxygène*».

Depuis le début de la saison, nombre de producteurs cèdent leur récolte en-dessous de leurs coûts de revient: «*les arboriculteurs vendent à 1 euro, 1,1 euro le kilo, au lieu de 1,30 euro*», précise Nathalie Francq, en charge de la commercialisation à l'association des producteurs de pêches-nectarines.

Ces dernières semaines les producteurs français ont aussi dénoncé l'arrivée de pêches-nectarines espagnoles qui ne respectent pas les normes de calibrage ou d'hygiène.

Les producteurs hexagonaux s'en prennent également aux cargaisons qui passent la frontière sans destinataire et sans prix, à la recherche d'un acheteur, quitte à casser les prix et à entraîner le marché dans la chute.

Cette pratique, illégale, n'est pas le fait des seuls Espagnols. Les Français utilisent aussi ce procédé. La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a réalisé récemment plusieurs contrôles, dont le bilan n'est pas encore connu.